



17 avril 2026

L'honorable Julie Dabrusin,
Ministre de l'Environnement, du Changement climatique et de la Nature
Chambre des communes Ottawa (Ontario) K1A 0A6
Ministre-minister@ec.gc.ca

(CC : Richard Dennis, bibliothécaire en chef, Agence Parcs Canada)
richard.dennis@pc.gc.ca

(CC : Relations avec les médias)
media@ec.gc.ca

Madame,

Comme vous le savez, le dernier budget du gouvernement fédéral annonçait la fermeture de la bibliothèque de l'Agence Parcs Canada et le déclassement de sa collection. Cette annonce a suscité beaucoup d'inquiétude : au sein de la profession historique que nous représentons, à l'Institut d'histoire de l'Amérique française et à la Société historique du Canada, et bien au-delà. Se posent beaucoup de questions. On se demande notamment ce que signifie au juste ce « déclassement » (« decommissioning ») pour l'accessibilité de la collection aux employé.e.s de l'Agence et au milieu de la recherche plus généralement. Mise à part la cessation de services bibliothécaires internes, c'est la partie – importante – de la collection qui n'a pas été rendue disponible sur le web – en partie par un bienfaiteur états-unien – qui semble désormais menacée d'une existence dans les limbes. Sera-t-elle dispersée? Rendue accessible électroniquement? Voire détruite?

Rappelons que ces documents n'accumulent pas de poussière; ils demeurent utiles. Ces collections, dont de nombreux rapports de recherche non publiés, constituent la mémoire longue de l'Agence Parcs Canada et par extension, de nos parcs et sites historiques nationaux. Comme le formulait dans *Le Devoir* le journaliste Jean-François Nadeau (article du 24 mars dernier), elles fournissent « des informations uniques sur l'histoire environnementale des parcs et la gestion des lieux historiques ». Elles alimentent la prise de décisions éclairées au sein de l'Agence; elles servent à la recherche universitaire ou citoyenne et à celle des Premiers Peuples; elles enrichissent, entre autres histoires, celle de notre environnement de plus en plus menacé. Bref, elles représentent un patrimoine irremplaçable, indispensable, un

patrimoine qui *sert* la société canadienne.

Bref, nous craignons que la décision de fermer cette bibliothèque soit pour le moins irréfléchie – y a-t-il eu consultation? Compte tenu du coût budgétaire minime – 0,02 pour cent des dépenses annuelles de l'agence – et du coût réel en termes de connaissances absolument stratégiques, nous vous demandons de reconsidérer cette mesure.

Cordialement,



Colin M. Coates
Président, Société historique du Canada | Canadian Historical Association



Thomas Wien
Président, Institut d'histoire de l'Amérique française